

La République Populaire de Chine et la démocratie nouvelle : un modèle pour le Sud global et les pays africains?

Nkolo Ndjodo Léon-Marie¹ @
Université de Maroua, Cameroun

Received: 26/12/2024

Revised: 19/04/2025

Accepted: 24/04/2025

Citation (APA)

Nkolo Ndjodo L. M. (2025). La République Populaire de Chine et la démocratie nouvelle : un modèle pour le Sud global et les pays africains?. *Revue d'Études Sino-Africaines (RÉSA)*, 4(1), 1–13.
<https://doi.org/10.56377/jsas.v4n1.0113>

Résumé

Mao Zedong a défini un modèle de démocratie aux caractéristiques chinoises appelée « démocratie nouvelle », une phase transitoire vers le socialisme qui visait à répondre aux aspirations du peuple chinois pour le bonheur et la liberté. Cette phase a nécessité la constitution d'un front uni de toutes les classes sociales pour lutter contre l'opresseur étranger et bâtir un État souverain. Les succès de la Chine en matière de stabilité politique, de développement économique et de puissance culturelle pourraient inspirer les pays du Sud. Le modèle de démocratie de concertation chinois, fondé sur le consensus et adapté aux réalités historiques et nationales, est proposé comme une alternative à une forme universelle et unique de démocratie promue par l'Occident bourgeois.

Mots clés : Démocratie nouvelle, Front uni, Socialisme, Chine, Sud global.

The People's Republic of China and the New Democracy: A Model for the Global South and African Countries?

Abstract

Mao Zedong defined a model of democracy with Chinese characteristics called “new democracy”, at transitional phase towards socialism that aimed to meet the Chinese people's aspirations for happiness and freedom. This phase required the formation of a united front of all social classes to fight against foreign oppression and build sovereign state. China successes in political stability, economic development, and cultural power could inspire countries of the South? The Chinese model consultative democracy, based on consensus and adapted to historical and national realities, is proposed as an alternative to a single, universal form of democracy promoted by the West.

Keywords: New Democracy, United front, Socialism, Global South.

¹ Nkolo Ndjodo Léon-Marie est Maître des Conférences, Département de philosophie, École Normale Supérieure de l'Université de Maroua.

I. Introduction

La Chine est présentée dans le discours officiel dominant comme un système non-démocratique, une « dictature », un « régime autoritaire », voire un État totalitaire peu soucieux du respect de la démocratie et des droits de l'homme². Déjà anciennes, ces accusations ont récemment pris un relief particulier à la faveur de la brusque compétition initiée par un Occident fébrile contre une Chine dont la spectaculaire modernisation socialiste est ressentie par le prétendu « monde libre » comme une « menace systémique » pour ses « valeurs » universelles démocratiques et libérales : liberté individuelle, démocratie, droits humains, État de droit. Dans un rapport spécial de la Commission sur la Dimension Civile de la Sécurité (CDS) de l'Assemblée Parlementaire de l'OTAN intitulé *La Chine et l'Ordre Libéral Mondial* (2020), Lord Jopling dénonce « le non-respect par Pékin des valeurs libérales fondamentales et des normes internationales en matière de droits humains ». Tout en soulignant « les efforts déployés par la Chine pour promouvoir et exporter son modèle de gouvernance autoritaire au-delà de ses frontières », il conclut que « les tentatives de Pékin de saper l'ordre libéral mondial constituent une menace pour les valeurs communes qui définissent l'Alliance » ; il appelle enfin « les Alliés à réaffirmer leur unité et résister aux actions inacceptables entreprises par la Chine sur son territoire et à l'étranger ». La question qui se pose est de savoir si de telles déclarations s'ajustent à la réalité du système chinois. Mao Zedong lui-même, fondateur en 1949 de la Chine socialiste, définissait la Chine sortie de la révolution comme étant celle de la « démocratie nouvelle ». Il s'agit de définir cette notion dans son contenu concret, de fixer son importance dans la marche de la Chine vers l'édification du socialisme et de dégager son importance pour les autres pays en développement dans leur quête de libération et de prospérité adaptée à leurs conditions sociohistoriques.

2. La révolution de la démocratie nouvelle comme clé de voûte du socialisme aux caractéristiques chinoises

Dans un écrit datant de janvier 1940, *La démocratie nouvelle*, Mao Zedong fixe le but de la révolution chinoise qui est de bâtir une Chine entièrement nouvelle sur les plans politique, économique et culturel. Il énonce dans des termes précis ce programme historique dévolu aux communistes chinois :

Nous voulons transformer la Chine politiquement opprimée et économiquement exploitée en une Chine politiquement libre et économiquement prospère ; en outre, nous voulons transformer la Chine ignorante et arriérée sous la domination de l'ancienne culture en une Chine éclairée et avancée sous la domination de culture nouvelle. En un mot, nous voulons bâtir une Chine nouvelle (Mao, 1965 : 2).

Afin d'atteindre l'objectif d'édifier une société nouvelle et un État nouveau pour le peuple chinois, Mao Zedong adopte une « attitude scientifique consistant à “rechercher la vérité à partir des faits” » (Mao, 1965 : 2). Ceux-ci rapportent que l'ancienne Chine était une société coloniale, semi-coloniale et semi-féodale sur les plans politique, économique et culturel avec pour traits particuliers la tyrannie, l'exploitation et l'ignorance. Cette vieille Chine misérable doit être éliminée au profit d'une nouvelle Chine libre, prospère et éclairée.

Une telle transformation exige un processus révolutionnaire en deux phases dialectiquement liées dicté par le cours historique de la Chine elle-même en tant que société coloniale, semi-coloniale et semi-féodale : une *révolution démocratique* et une *révolution socialiste*. La révolution démocratique

² L'étude menée par Lu Chunlong (2021) bat pourtant en brèche cette conception.

poursuit comme objectif l'indépendance nationale. C'est de cet objectif qu'elle tire sa nouveauté, qu'elle peut être appelée « une démocratie de nouvelle catégorie, la démocratie nouvelle » (Mao, 1965 : 3) présentée par Mao Zedong comme la phase primaire nécessaire dont la réalisation conditionne l'édification du socialisme, la révolution socialiste. La Chine nouvelle est donc comprise comme la Chine de la démocratie nouvelle, c'est-à-dire une Chine affranchie des chaînes du colonialisme et qui pose les jalons pour l'édification du socialisme devant venir dans une phase historique ultérieure. C'est au nom de cette spécificité historique portée par la démocratie nouvelle que Mao Zedong parle de la démocratie de type chinois et revendique le concept de socialisme aux caractéristiques chinoises :

La révolution chinoise a pour caractéristique historique sa division en deux phases : révolution démocratique et révolution socialiste. Or, dans la première phase, il ne s'agit plus de la démocratie en général, mais d'une *démocratie de type chinois*, de type particulier et nouveau – la démocratie nouvelle. (Mao, 1965 : 3-4).

Comme le réaffirme Mao Zedong, la Chine développe au stade primaire de la révolution chinoise incarné par la démocratie nouvelle une politique, une économie et une culture orientée vers l'indépendance nationale et non l'édification du socialisme :

La nature de la société chinoise actuelle étant coloniale, semi-coloniale et semi-féodale, la révolution chinoise doit s'accomplir en deux phases : *la première phase consiste à transformer cette société coloniale, semi-coloniale et semi-féodale en une société démocratique indépendante* ; la seconde, à développer plus avant la révolution, à édifier la société socialiste. *La révolution chinoise en est à sa première phase* (Mao, 1965 : 4).

Après la Première Guerre Mondiale et la Révolution russe d'Octobre 1917, la révolution démocratique bourgeoise chinoise de 1911 avait dû intégrer dans son développement la question de l'émancipation des colonies ; elle avait ensuite rallié le mouvement prolétarien mondial en lutte contre le capitalisme colonial international. En devenant l'alliée des mouvements de libération nationale dans les colonies et l'alliée du prolétariat qui en assumait désormais la direction en partage avec la paysannerie et la petite bourgeoisie, elle était passée au stade de révolution démocratique bourgeoise de nouvelle catégorie caractérisée par la dictature commune des classes révolutionnaires. La démocratie nouvelle de type chinois, phase primaire du socialisme aux caractéristiques chinoises, consiste donc en une dictature exercée en commun par les classes révolutionnaires de la société luttant contre l'impérialisme et le féodalisme. Mao Zedong soutient de nouveau :

Dans sa première phase, la révolution (chinoise) est une révolution du type nouveau, dirigée par le prolétariat, et ayant pour but d'établir, dans cette première phase, une société de démocratie nouvelle et un État de dictature exercée en commun par toutes les classes révolutionnaires. Donc, cette révolution sert précisément à frayer la voie encore plus large pour le développement du socialisme (Mao, 1965 : 5).

Affirmer que la Chine est un État de démocratie nouvelle, c'est reconnaître qu'en Chine outre le Parti communiste, alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, il existe d'autres classes révolutionnaires (intellectuels, petite bourgeoisie urbaine et bourgeoisie nationale) qui participent à la gestion de l'État sous la direction du prolétariat. C'est en cela que consiste, selon Mao Zedong, la première phase de la révolution chinoise.

Or, cette phase primaire du socialisme qui passe par la démocratie nouvelle correspond à la phase historique actuelle du développement de la Chine. Xi Jinping le relève dans son rapport délivré au

XX^e Congrès National du Parti Communiste : « En tant que grand pays en développement, la Chine se trouve encore au stade primaire du socialisme et traverse une vaste et profonde transformation sociale » (Xi, 2022 : 17). Au XIX^e Congrès National tenu cinq ans plutôt, il lançait une sévère mise en garde aux communistes chinois : « La dimension fondamentale du contexte chinois – à savoir que notre pays se trouve encore et demeurera pour longtemps au stade primaire du socialisme – n'a pas changé » (Xi, 2017 : 11). Depuis le XVIII^e Congrès National tenu en 2012, son prédécesseur, Hu Jintao, annonçait que la démocratie nouvelle chinoise, stade primaire du socialisme, était entrée dans une « nouvelle ère » qui est celle de l'édification de la société de prospérité modérée (Hu, 2012 : 1)³.

Cet objectif atteint, la Chine de la démocratie nouvelle vient de passer à une étape supérieure qui est celle de la pose définitive des fondations politiques, économiques, technologiques et culturelles d'une société chinoise véritablement socialiste et pleinement développée. Cette ultime phase de la démocratie nouvelle comprend deux étapes : la réalisation fondamentale de la modernisation de base (2020-2035) ; l'édification d'un grand pays socialiste prospère, fort, culturellement avancé, démocratique, harmonieux et beau (2035-2049) (Xi, 2022 : 19)

3. Le système politique de la république de démocratie nouvelle comme troisième forme de régime politique

Désormais comprise par Mao Zedong comme la « caractéristique historique nouvelle » (Mao, 1965 : 6) du socialisme chinois, la démocratie nouvelle fonctionne sur le plan politique comme l'alliance du prolétariat, des paysans, des étudiants, de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie nationale au sein d'un front uni révolutionnaire patriotique et anti-impérialiste. Dans *La tactique de la lutte contre l'impérialisme japonais*, Mao Zedong martelait déjà l'extrême nécessité du front uni patriotique dans la république de la démocratie nouvelle : « La tâche fondamentale du Parti, c'est la création d'un large front uni national révolutionnaire, et rien d'autre » (Mao, 1935 : 13).

Mao Zedong estimait qu'en dépit de sa trahison avec le Kuomintang de Tchiang Kai-chek et ses accointances avec le capital étranger et les intérêts des propriétaires fonciers, la bourgeoisie nationale d'un pays semi-colonial comme la Chine conservait tout de même un esprit révolutionnaire. En se joignant à la lutte contre l'occupation étrangère à travers une alliance passée avec la classe ouvrière et les paysans, cette classe versatile et hypocrite sans « esprit de suite » (Mao, 1965 : 7) répondait aux aspirations profondes de la nation, ses intérêts correspondaient aux intérêts de la nation. Son mot d'ordre emprunté au prolétariat depuis le 4 mai 1919 était désormais : « À bas l'impérialisme ! » Pour cette raison, Mao Zedong s'était opposé au sectarisme et à l'aventurisme de la tactique de la « porte close » qui voulait voir le prolétariat « combattre seul ». À sa place, il défendait la tactique du « front uni » avec la bourgeoisie nationale consistant dans « le recrutement de forces puissantes pour encercler et détruire l'ennemi [...], rallier des millions d'hommes ainsi que toutes les armées susceptibles de devenir des amies de la révolution » (Mao, 1935 : 16).

³ Outre les rapports présentés lors des Congrès nationaux du PCC, nombre de textes fondamentaux soulignent la nature néo-démocratique de la Chine née après la lutte de libération nationale. Dans son Préambule, la *Constitution de la République populaire de Chine* du 4 décembre 1982 avec ses révisions de 1988, 1993, 1999 et 2004, stipule : « En 1949, toutes les ethnies de la Chine, sous la direction du parti communiste chinois menée par le Président Mao Zedong, (...) ont remporté la grande victoire de la révolution néo-démocratique et fondé la République populaire de Chine. Dès lors, le peuple chinois a pris en main le pouvoir de l'État et est devenu le maître du pays [...]. Après la fondation de la République populaire de Chine, la société chinoise est peu à peu passée du néo-démocratisme au socialisme » (1982 : 1).

Né du large ralliement de *toutes* les forces sociales anti-impérialistes et antiféodales de la Chine, le gouvernement de la « république populaire » du front uni, encore appelé gouvernement de la démocratie nouvelle, comprend des « membres de toutes les autres classes désireux de participer à la révolution nationale » (Mao, 1935 : 18). Ce gouvernement de la démocratie nouvelle « ne représente pas seulement les ouvriers et les paysans, mais toute la nation » (Mao, 1935 : 21). Ni bourgeoise, ni prolétarienne, cette dictature conjointe des classes sociales anti-impérialistes et antiféodales conduite sous la direction du prolétariat avec l'acceptation de la bourgeoisie, appelée la république de démocratie nouvelle, représente une troisième forme de république. Mao Zedong pense qu'elle sied mieux aux conditions politiques et économiques arriérées des pays sous domination impérialiste. Le socialisme étant le système vers lequel convergent tous les pays industriels avancés, la république de démocratie nouvelle est le système politique transitoire par lequel passent nécessairement les pays coloniaux et semi-coloniaux dans leur marche vers le socialisme :

[...] La forme d'État à adopter par la révolution dans les pays coloniaux et semi-coloniaux durant une période donnée de l'histoire ne peut être qu'une troisième forme : celle que nous appelons la république de démocratie nouvelle. C'est une forme pour une période donnée de l'histoire, donc une forme transitoire, mais une forme nécessaire et indispensable (Mao, 1965 : 8).

Cette troisième forme de régime politique – fondée sur la dictature exercée en commun par plusieurs classes révolutionnaires qui acceptent le leadership des ouvriers et des paysans en tant que classes majoritaires et plus conscientes – s'impose également à la Chine : celle-ci doit passer par le régime étatique transitoire de la république populaire du front uni et de la démocratie nouvelle avant, plus tard, d'évoluer vers le socialisme :

Dès qu'il s'agit de révolutions dans les colonies et les semi-colonies, l'État et le pouvoir politique y sont nécessairement [...] un État de démocratie nouvelle où s'exerce la dictature conjointe de plusieurs classes anti-impérialistes [...] Aujourd'hui, en Chine, cette forme de l'État de démocratie nouvelle prend la forme du front uni. Elle a pour but [...] la lutte contre l'impérialisme, et représente une alliance de plusieurs classes révolutionnaires » (Mao, 1965 : 8).

Au stade la démocratie nouvelle, la Chine obéit aux principes de nationalisme, de démocratie et de bien-être du peuple (les anciens *trois principes du peuple*) auxquels Mao Zedong ajoute l'alliance avec la Russie socialiste, l'alliance avec le Parti communiste chinois et le soutien aux paysans et aux ouvriers qui forment 90% du peuple chinois (les nouveaux *trois principes*). Il ne saurait être question de socialisme tant que ce programme n'est pas réalisé⁴. L'originalité de la forme chinoise du socialisme vient du fait que les couches bourgeoises de la société ne sont pas détruites comme dans le cas du processus révolutionnaire russe. En Chine, au contraire, elles sont intégrées dans l'État socialiste en voie d'édification au moment de la phase primaire du socialisme appelée la démocratie nouvelle. Cette phase historique réalise la jonction sur une base minimale – l'indépendance nationale – entre les intérêts politiques de la bourgeoisie nationale et ceux des ouvriers et des paysans.

C'est la phase historique en cours dans la Chine actuelle. Elle se reconnaît explicitement comme une république populaire de démocratie nouvelle. L'Article 1 de la *Constitution de la République*

⁴ Écoutons encore Mao : « Nul doute que la révolution n'est encore qu'à sa première phase ; plus tard, lors de son développement ultérieur, elle entrera dans la seconde phase, celle du socialisme. La Chine ne connaîtra le vrai bonheur qu'avec le socialisme. Mais ce n'est pas encore le moment de la réaliser. La tâche présente de la révolution chinoise est de combattre l'impérialisme et le féodalisme ; avant que cette tâche soit achevée, il n'est pas question de parler de socialisme. La révolution chinoise doit traverser deux phases, d'abord la phase de la démocratie nouvelle, et après seulement la phase du socialisme. De plus, la première phase sera relativement longue, elle ne peut être achevée du matin au soir. Nous ne sommes pas des utopistes et ne pouvons pas nous écarter des conditions réelles actuelles » (1965 : 12).

Populaire de Chine (1982) stipule : « La République populaire de Chine est un État socialiste de *dictature démocratique populaire* dirigé par la classe ouvrière et fondé sur l'alliance entre ouvriers et paysans. Le système socialiste est le système fondamental de la République populaire de Chine⁵ ». C'est bien ce que Xi Jinping rappelait déjà à la session de clôture du XIX^e Congrès du PCC : « La Chine est un pays de dictature démocratique populaire sous le leadership de la classe laborieuse basée sur une alliance des ouvriers et des paysans » (Xi, 2017 : 32). Il confirme cette même option de démocratie nouvelle propre au socialisme chinois à la session de clôture du XX^e Congrès National du PCC en proclamant : « La Chine est un pays socialiste de dictature populaire démocratique sous le leadership de la classe laborieuse basée sur une alliance des travailleurs et des paysans ; tout le pouvoir d'État en Chine appartient au peuple. La démocratie populaire est l'élément vital du socialisme et elle fait partie de nos efforts pour construire un pays socialiste moderne à tous égards » (Xi, 2022 : 31).

Dans la phase primaire du socialisme qui est celle de la démocratie nouvelle, le peuple chinois tout entier gouverne directement le pays à travers : les congrès populaires qui élisent directement les députés ; les syndicats des travailleurs ; les fédérations des femmes ; les Liges des Jeunesses Communistes ; et un système de démocratie consultative qui opère au sein de la Conférence Consultative du Peuple Chinois (CPPCC). Cette dernière constitue une plate-forme de construction d'un « large consensus » impliquant la coopération entre d'une part le PCC et d'autre part les autres partis politiques légalisés, les figures non politiques, les groupes ethniques, les communautés religieuses, les intellectuels non affiliés au PCC, le monde des affaires et même les Chinois de l'étranger (Xi, 2022 : 33-34). La phase actuelle de démocratie nouvelle étant celle du socialisme de la prospérité, la Chine, pratiquant le centralisme démocratique, expérimente un processus collaboratif que Xi Jinping qualifie de « démocratie populaire intégrale ».

4. Le système économique de la république de démocratie nouvelle et la coexistence des modes de production et des régimes de répartition

La république de démocratie nouvelle a pour système économique la propriété d'État. Cela signifie tout d'abord que « les grandes banques et les grosses entreprises doivent devenir propriété d'État de cette république ». (Mao, 1965 : 9). Ici, l'outil de production est nationalisé et placé entre les mains de la collectivité représentée par l'État afin que le peuple ne subisse pas les préjudices et les souffrances d'une hégémonie exercée par le secteur privé sur l'économie. Mao Zedong est clair :

Toutes les entreprises, chinoises ou étrangères, ayant un caractère de monopole ou dont l'envergure dépasse les capacités de gestion des particuliers, comme les banques, les chemins de fer, l'aviation seront exploitées et administrées par l'État afin que le capital privé ne puisse pas contrôler les moyens d'existence du peuple » (Mao, 1965 : 9).

Parce que la propriété d'État des moyens de production économiques est « la juste orientation économique de la république de démocratie nouvelle » (Mao, 1965 : 10), celle-ci repose sur le « contrôle du capital » par le prolétariat. Mais vu que l'objectif de la révolution de démocratie nouvelle n'est pas encore l'établissement du socialisme, mais la construction d'une économie nationale forte et indépendante, la bourgeoisie nationale ne doit pas être éliminée de même que ne doit être abolie la

⁵ Plus loin à l'Article 2, on peut lire : « Tout le pouvoir en république populaire de Chine appartient au peuple. Les organes sur lesquels s'exercent le pouvoir d'État sont l'Assemblée nationale populaire et les Assemblées locales populaires ». L'Article 57 stipule : « L'Assemblée nationale populaire de la République populaire de Chine est l'organe suprême de l'État ». L'Article 59 est plus détaillé : « L'Assemblée nationale populaire est composée des représentants élus des provinces, régions autonomes, municipalités relevant directement du gouvernement central, des *régions administratives spéciales* et de l'armée.

propriété privée du capital. Au contraire, soutient Mao Zedong, la république de démocratie nouvelle assure sa protection et encourage son développement :

Durant la période de la révolution démocratique bourgeoise, la république populaire n'abolira pas la propriété privée, à l'exception de celle revêtant un caractère impérialiste et féodal, et, loin de confisquer les entreprises industrielles et commerciales de la bourgeoisie nationale, elle en encouragera le développement » (Mao, 1935 : 23).

Dans ces conditions dictées par le développement économique national, Mao Zedong appelle à limiter la lutte des classes : « À l'étape de la révolution démocratique, la lutte entre le Travail et le Capital a des limites » (Mao, 1935 : 23). L'atténuation du conflit de classes signifie concrètement qu'il faut « protéger tout capitaliste national qui n'accorde pas son soutien aux impérialistes ou aux traîtres à la nation » (Mao, 1935 : 23). Cette protection passe par l'adoption d'une législation du travail favorable à la constitution de profits et au développement d'intérêts économiques capitalistes privés dans la mesure où ce développement favorise l'épanouissement du peuple. Dans la république de nouvelle démocratie, « la législation du travail protégera les intérêts des ouvriers, mais elle ne s'opposera pas à ce que la bourgeoisie nationale obtienne des profits et développe ses entreprises industrielles et commerciales » (Mao, 1935 : 23). C'est ici qu'apparaît la doctrine maoïste de la coexistence des modes de production. À l'étape de la démocratie nouvelle, la nature socialiste de l'économie n'interdit pas l'existence de structures de production et de répartition non socialistes Mao Zedong déclare :

L'économie d'État de la république de démocratie nouvelle placée sous la direction du prolétariat est de caractère socialiste et constitue la force dirigeante dans l'ensemble de l'économie nationale ; mais cette *république ne supprime pas les autres formes de propriété privée capitaliste ni n'interdit le développement de la production capitaliste* lorsque celle-ci "ne contrôle pas les moyens d'existence du peuple" (Mao, 1965 : 10)

En raison de l'état arriéré de son économie semi-coloniale, la Chine ne peut pas sauter dans le socialisme d'un seul bond. Ici, comme dans tout pays colonisé ou semi-colonisé, la voie soviétique de l'abolition complète de la propriété privée des moyens de production est irréaliste. Le régime mixte de la coexistence des modes de production étatiste et capitaliste permettra à la Chine de développer de puissantes forces productives nationales appuyées sur le génie de ses capitalistes nationaux. Plus tard seulement, la Chine progressera vers le système économique du socialisme et vers le communisme.

Or, ce temps court toujours. La Chine actuelle expérimente un système économique dual dans lequel cohabitent harmonieusement secteur public et secteur privé. Ce dualisme est consacré par la *Constitution de la République populaire de Chine* en son Article 6, qui stipule qu'« au cours de l'étape primaire du socialisme, l'État conserve principalement le système économique fondé sur la propriété publique et caractérisé par le *développement commun de divers systèmes de propriété*, il garde pour principe de base "à chacun selon son travail" en même temps que *d'autres types de répartition*».

En son Article 11, il reconnaît, promeut et défend la légitimité des droits de l'économie privée et des économies non publiques de même que les droits du capital privé : « L'économie individuelle, l'économie privée et les autres économies non publiques, telles que définies par la loi, forment une partie importante de l'économie de marché socialiste. L'État protège les droits légitimes et les intérêts légitimes des économies individuelles, privées et *autres secteurs économiques non publiques*. *L'État encourage, soutient et oriente le développement de l'économie non publique et assure le contrôle et la gestion de ce*

*secteur conformément à la loi*⁶». L'Article 15 stipule : « L'État pratique l'économie de marché socialiste ». L'Article 18 reconnaît même la légitimité des investissements privés étrangers.

Dans le respect de ces orientations de Mao Zedong, Deng Xiaoping lance, en 1979, la politique de « Réforme et d'Ouverture » qui doit faire de la Chine une grande puissance économique au XXI^e siècle. Il renforce la bourgeoisie nationale à travers le programme des « Quatre modernisations » (agriculture, industrie, science et technologie, défense nationale). Il engage : la dé-collectivisation des terres ; la suppression des communes populaires ; la redistribution de la terre sur la base de l'unité familiale avec location de la terre au paysan pour une durée de 15 ans au cours de laquelle il dispose de la liberté de culture ; l'abolition du monopole de l'État sur les céréales, etc. Dans l'industrie, la science et les technologies, la Chine s'ouvre aux capitaux étrangers, importe des machines du Japon et de l'Occident et crée des Zones Économiques Spéciales (ZES).

En 1992, le XIV^e Congrès National du PCC adopte le concept d'« économie socialiste de marché » qui, un an plus tard, est inscrit dans la *Constitution de la République populaire de Chine*. La forme économique du socialisme aux caractéristiques chinoises a désormais force de loi. Avec Jiang Zemin, une étape décisive est franchie en direction de la bourgeoisie nationale et des forces sociales historiquement non affiliées au PCC. La théorie des « Trois Représentations » ou de la « Triple Représentativité », dont il est le promoteur, explicite les trois catégories sociales que le PCC se doit désormais de représenter : les « forces productives progressistes », « la culture chinoise moderne » et les « intérêts fondamentaux de la majorité de la population » chinoise. Cette théorie est un moyen pour le PCC d'intégrer les élites économiques issues de la libéralisation dans l'appareil même du Parti. Les représentants des couches sociales autres que les ouvriers et les paysans sont acceptés et admis au sein même du PCC, à l'instar des « capitalistes rouges » (industriels, patrons d'entreprises, hommes d'affaires, etc.). Lors du XVI^e Congrès National du PCC en 2002, la « Triple Représentativité » est inscrite dans les statuts du PCC et, en 2003, dans la *Constitution de la République populaire de Chine*.

Depuis 2012, la Chine est entrée dans le socialisme chinois de la nouvelle ère. Il s'agit d'une phase plus approfondie de la démocratie nouvelle qui vise la construction d'une économie socialiste de marché avancée axée sur le développement de haute qualité et l'innovation. Mais le « Rêve chinois » de « rajeunissement de la nation » – la société de moyenne prospérité (2012-2020) et la Chine socialiste pleinement développée (2020-2050) – passe par le maintien de l'option d'un système économique mixte propre à la démocratie nouvelle. Xi Jinping peut donc afficher sa confiance dans l'économie socialiste de marché : « Nous fournirons un environnement favorable aux entreprises privées, protégerons leurs droits de propriété et les droits et intérêts des travailleurs conformément à la loi, et faciliterons la croissance du secteur privé » (Xi, 2022 : 24). En quatre décennies, la Chine de la démocratie nouvelle est passée d'une des nations les plus pauvres à deuxième puissance économique de la planète.

5. La culture de la république de démocratie nouvelle

La république de démocratie nouvelle affiche une culture nouvelle qui reflète sur le plan idéologique la politique nouvelle et l'économie nouvelle tout en se mettant à leur service. La culture de la démocratie nouvelle s'oppose à l'ancienne culture féodale confucianiste et rompt avec la culture impérialiste. Culture

⁶ Souligné dans le texte.

féodale et culture impérialiste représente l'ancienne culture chinoise réactionnaire qui défendaient les idées des anciennes classes sociales dominantes, les féodaux et les bourgeois. La nouvelle culture chinoise née avec la république de démocratie nouvelle défend les idées du prolétariat, de la masse des paysans et de toutes les classes sociales engagées dans le combat contre le féodalisme et l'impérialisme. La révolution démocratique bourgeoise chinoise avait pris un tour nettement prolétarien après le 4 mai 1919, date à laquelle elle avait intégré dans son développement la théorie du communisme grâce à la Révolution d'Octobre 1917. Il suit de cela que la démocratie nouvelle chinoise développe une nouvelle conception de la culture, la *conception communiste*. Comme le reconnaît Mao Zedong :

Depuis le "4 mai"[1919], une force culturelle entièrement nouvelle est apparue en Chine, c'est la conception communiste de la culture guidée par les communistes chinois ; autrement dit, la conception communiste du monde et la théorie communiste de la révolution sociale » (Mao, 1965 : 20).

En réalité, la république de démocratie nouvelle offre un front uni culturel à l'image du front uni politique et du front uni économique qui précèdent. Il s'agit d'un front uni idéologique national, antiféodal et anti-impérialiste qui englobe toutes les classes sociales révolutionnaires du pays. D'un point de vue concret, la culture de la république de démocratie nouvelle est dirigée par les idées du communisme. Bien que ces idées soient dominantes, elles ne sont pas les seules. Des idées, conceptions et attitudes bourgeoises et féodales subsistent encore dans la nouvelle culture. N'étant plus complètement bourgeoise et féodale, la culture de la république de la démocratie nouvelle n'est pas encore totalement socialiste ou communiste. Il ne s'agit ni d'une culture bourgeoise, ni d'une culture socialiste, mais plutôt d'une culture transitoire vers le socialisme.

À cet effet, la culture de la démocratie nouvelle est *nationale, scientifique* et de *masse*. Elle est nationale, parce qu'elle lutte contre l'oppression impérialiste, exalte la dignité et l'indépendance nationale chinoise, assimile le meilleur des idées étrangères (Lumières, socialisme, marxisme) et l'adapte au contexte chinois. Elle est scientifique, parce qu'elle s'oppose à toute pensée féodale et superstitieuse, préconise de rechercher la vérité à partir des faits et promeut l'esprit critique. Elle est populaire, car démocratique, c'est-à-dire qu'elle est mise au service et à la disposition des masses laborieuses paysannes et ouvrières qui forment plus de 90% de la population totale de la Chine. Ce n'est que plus tard que la culture de la démocratie nouvelle dans toutes ses expressions parviendra au stade du socialisme et au communisme.

Or, c'est cette culture nouvelle de la nation chinoise au stade de la république de démocratie nouvelle théorisée par Mao Zedong que nous avons actuellement sous nos yeux. La Chine contemporaine présente et bâtit une culture démocratique qui loin d'être bourgeoise ou socialiste, est une culture nationale, scientifique et populaire. C'est ainsi que dans l'éducation, l'enseignement, la recherche scientifique et technique, la langue, les lettres, les arts, l'idéologie, la philosophie, le droit, l'information, la communication, la radio et la télévision, la protection du patrimoine, le numérique, l'édition, la moralité, les valeurs, les sports, la *Constitution de la République populaire de Chine* (Articles 19, 20, 21, 22, 23) affiche l'orientation socialiste de la base culturelle du pays. Elle souligne son caractère national, scientifique et démocratique dirigé vers l'exaltation de la patrie, l'élévation du niveau intellectuel, moral et civilisationnel de la majorité du peuple. On peut lire ceci : « En généralisant une éducation dans les domaines de l'idéal, de la vertu, de la culture, de la discipline et du droit, par des règlements et conventions fixés au sein des masses de tout milieu à la ville et à la campagne, l'État

renforce l'édification d'une civilisation spirituelle. L'État prône l'amour de la patrie, du peuple, des sciences et de la moralité socialiste, enseigne au peuple le patriotisme, le collectivisme, ainsi que l'internationalisme et le communisme, lui inculque le matérialisme dialectique et le matérialisme historique, lutte contre les idéologies capitalistes, féodales et autres idéologies décadentes » (Article 24).

Xi Jinping défend lui aussi cette culture de la démocratie nouvelle lorsqu'il soutient qu'« afin de construire un pays socialiste moderne à tous égards, nous devons développer une culture socialiste avec des caractéristiques chinoises et avoir davantage confiance dans notre culture » (Xi, 2022 : 36). À la différence des périodes précédentes, Xi Jinping apporte à la culture de la démocratie nouvelle de l'ère du socialisme chinois de la prospérité un élément décisif : le *Soft power* chinois appelé à se développer continuellement au fur et à mesure que la Chine accède à la puissance mondiale et que sa voix croît sur la scène internationale (Xi, 2022 : 37-39). Dans la phase actuelle de l'édification du socialisme de la prospérité, la culture démocratique chinoise est une culture centrée sur le peuple ; une culture nationale moderne guidée par le marxisme et attentive aux traits les plus fins de la culture traditionnelle chinoise ; une culture intellectuellement développée orientée vers l'éducation scientifique, technologique et l'élévation morale ; une culture soucieuse de la civilité et des valeurs de travail, de patriotisme, de collectivisme, de frugalité, de créativité, d'intégrité, de respect, d'amour, de loyauté, de famille et de prospérité commune. Il s'agit, enfin, d'une culture attractive pour le reste de l'humanité sur lequel s'exerce le *Soft power* culturel chinois. Telles sont les fondations solides sur lesquelles s'élèveront la Chine culturellement communiste du « Rêve chinois ».

6. La démocratie nouvelle chinoise : un modèle pour les pays du Sud ?

La Chine a en partage avec les autres pays en développement du monde et d'Afrique d'avoir subi de longs siècles d'oppression coloniale. Une fois les indépendances acquises aux pris de lourds sacrifices, ils vont être contraints de choisir un camp dans le contexte de la guerre froide entre l'Ouest et l'Est Ensemble. Leurs systèmes politiques, économiques et culturelles devaient prendre des formes bourgeoises ou socialistes. Dans l'ensemble, ces pays vont calquer leurs modèles démocratiques sur des expériences venant d'ailleurs et ne correspondant pas à leurs conditions nationales. À la conférence de Bandung en 1955, le choix fut fait de ne s'aligner sur aucun des blocs idéologiques. Le « Tiers-monde », qui venait de naître, réclamait le respect de la souveraineté nationale, l'égalité des droits pour toutes les nations, la non-ingérence dans les affaires intérieures et le droit pour chaque pays de choisir librement son système économique et social en fonction de ses particularités nationales, la coexistence entre les peuples. Par ailleurs, les acteurs de Bandung mettaient l'accent sur la modernisation industrielle, le développement technoscientifique, le développement égal et l'équilibre des rapports entre le Nord et le Sud.

Les résultats de ces politiques furent mitigés. D'un côté, elles permirent de grandes avancées dans le domaine de l'éducation, de la santé, des infrastructures grâce à l'interventionnisme public. D'un autre côté, elles montrèrent des défaillances sur le plan de l'emploi et de la gouvernance. Dans les années 1970-1980, les économies peu industrialisées, extraverties, placées aux mains des compradores et dotées d'une structure de rente subissaient de plein la chute des cours des matières premières. Afin de prévenir l'effondrement, beaucoup de pays africains par exemple furent soumis à de sévères plans d'ajustement structurel (PAS) par les institutions financières internationales (Banque mondiale et Fonds Monétaire

internationale). Ces mesures d'appui financier et budgétaire étaient assorties de conditionnalités politiques, économiques et culturelles draconiennes.

Sur le plan politique, les pays africains devaient conduire des réformes démocratiques sur le modèle de la démocratie de compétition de type procédural, électif et représentatif occidental. Sur le plan économique, ils devaient démanteler l'État-providence et libérer le marché de tout interventionnisme public, l'activité économique devant reposer entre les mains du seul secteur privé davantage soucieux de transparence, de compétitivité, de concurrence, de performance et d'efficacité. Sur le plan culturel, ils devaient modifier leurs législations pour inclure de nouveaux droits en faveur des nouvelles catégories sociales, réformer leurs systèmes éducatifs et leur appareil de sécurité sociale. Par ailleurs, de nouvelles idéologies dites « postmodernes », « postcoloniales » ou « décoloniales⁷ » étaient apparues avec pour dessein d'assurer le triomphe intellectuel en Afrique de la nouvelle phase de développement historique : le néolibéralisme.

Ces réformes furent un désastre complet pour le continent africain et l'ensemble de ce qu'on appelle aujourd'hui le « Sud global ». Sur le plan politique, la démocratie néolibérale centrée sur le sujet individuel et les rivalités entre partis et groupes sociaux et politiques s'était révélée comme cadrant peu avec les besoins, traditions et cultures de nombreuses sociétés du Sud global davantage tournée vers le consensus : crises post-électorales, contestations des résultats du vote, tribalisation du jeu politique, etc., accompagnaient désormais le modèle partisan et trahissaient un déficit de la démocratie libérale. D'autre part, le néolibéralisme avait aggravé les inégalités sociales structurelles laissées par la colonisation. Le chômage de masse, les déflations dans le secteur public, l'exode rurale, la violence et la criminalité urbaines, la corruption, les grandes épidémies et pandémies, la pauvreté avaient fortement augmenté. Pire, l'embryon de tissu industriel posé par le nouvel État indépendant avait été détruit par les privatisations sauvages. Dans nombre de pays, la bourgeoisie nationale s'était transformée en relais des intérêts étrangers et s'était mise au service de l'oligarchie financière mondiale. Enfin, le néolibéralisme avait détruit les bases éthiques et morales des sociétés traditionnelles africaines en substituant les valeurs d'individualisme, de solidarité, de justice, de coopération, de fraternité, de travail, de partage, de famille par des valeurs d'individualisme, de compétition, de rivalité, d'hédonisme fondée sur le culte de l'argent et l'enrichissement vertigineux et instantané. Sous le néolibéralisme, la foi dans la science avait reculé, la démarche rationnelle dans l'approche de la réalité avait été supplantée par le mysticisme tandis que l'ignorance sous toutes ses formes grandissaient, parfois célébrée par des philosophies et épistémologies dites du Sud (De Souza Santos)⁸.

C'est ici que la Chine peut être une source d'inspiration pour les autres peuples du Sud. En passant à un modèle différent de démocratie plus consensuel, collaboratif, coopératif et consultatif davantage adapté aux conditions historiques et nationales des pays du Sud, ces derniers produiraient une nouvelle démocratie pour le Sud qui reposerait sur la négociation et l'atténuation de la compétition entre les diverses couches sociales et politiques, l'objectif ici étant de bâtir des systèmes politiques stables. D'un autre côté, la fin du modèle néolibéral, perceptible dans la montée du « Sud global », laisse entrevoir de nouvelles perspectives pour le monde. Portés par des projets à vocation globale, régionale ou

⁷ Lire Nkolo Foé, 2008 ; Mbele, 2010 ; Nkolo Ndjodo, 2021.

⁸ Elle prend des formes controuvées dans les « savoirs endogènes », « indigènes », « hétérodoxes » ou « périphériques », « subalternes », etc.

continentale comme l'Initiative la Ceinture et la Route, l'Union Économique Eurasiennne, la Zone de libre-échange continentale africaine, l'Organisation de coopération de Shanghai ou les BRICS, les pays du Sud tracent des voies économiques originales qui favorisent les intérêts des peuples et non ceux des financiers. Dans cette perspective, ils n'hésitent pas à mettre à contribution leurs bourgeoisies nationales dans l'œuvre de modernisation économique par la construction de grands champions industriels nationaux à vocation globale. Enfin, en insistant sur le développement centré sur l'homme et le peuple, la nouvelle culture prônée par le Sud global exalte la coopération, la loyauté, la bonté, l'amour entre les individus et les peuples, le développement et la coexistence pacifique, le respect mutuel entre les nations. Elle exprime la foi dans la science et la technologie et n'envisage aucunement l'œuvre de « décolonisation des savoirs » sous l'angle du primitivisme, du racialisme, du culturalisme, du nationalisme ou du tribalisme méthodologique.

Dans la nouvelle phase de son développement démocratique, le Sud global marche sur les traces d'un nouvel universalisme similaire à l'universalisme chinois d'une « communauté de destin partagé pour l'humanité ».

Conclusion

Mao Zedong avait défini un modèle de démocratie aux caractéristiques chinoises appelé la « démocratie nouvelle ». Phase transitoire vers le socialisme, la démocratie nouvelle devait répondre aux aspirations du peuple chinois pour le bonheur et la liberté en tenant compte des particularités historiques de la Chine en tant que pays colonisé et semi-colonisé en lutte pour son indépendance nationale. Cette phase primaire du socialisme nécessitait la constitution d'un front uni politique, économique et culturel de toutes les classes sociales désireuses de participer à la lutte contre l'opresseur étranger et prêtes à bâtir un État chinois souverain. Une telle alliance est rendue inévitable par les conditions historiques du colonialisme. C'est à cette étape de la république de démocratie nouvelle qu'est rendue la Chine contemporaine. Alors qu'elle vient d'entrer dans la nouvelle ère de son développement qui est celle du socialisme de la prospérité, les succès fulgurants de la Chine en matière de stabilité politique, de développement économique et de puissance culturelle pourrait être une source d'inspiration pour les autres pays du Sud. La démocratie de concertation à la chinoise interpelle les pays du Sud global soucieux de construire leurs systèmes institutionnels en accord avec leurs réalités historiques et les particularités de leurs conditions nationales fondée sur le consensus⁹. Il ne peut y avoir une forme universelle et unique de la démocratie.

Références bibliographiques

- Hu, J., (2012), "Firmly March on the Path of Socialism with Chinese Characteristics and Strive to Complete the Building of a Moderately Prosperous Society in All Respects". Report of the 18th National Congress of the Communist Party of China on Nov 8, 2012. <https://www.chinadaily.com.cn>
- Lord Jopling, (2020), *La Chine et l'Ordre Libéral Mondial*, Projet de rapport spécial de la Commission sur la Dimension Civile de la Sécurité (CDS), <https://www.nato-pa.int/download-file?filename=sites/default/files/2020-08/029%20CDS%202...>

⁹ Les notions de « palabre africaine » ou d'Ubuntu remplissent parfaitement ce rôle.

- Lu, C., (2001), "Les valeurs démocratiques dans la population chinoise. Analyse d'une enquête d'opinion", *Perspectives chinoises*, [En ligne], 84/Juillet-août 2004, mis en ligne le 01 juillet 2007, consulté le 11 mai 2022. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/674>
- Mao Z., (1935), *La tactique de la lutte contre l'impérialisme japonais*, <https://matérialisme-dialectique.com/mao-zedong-la-tactique-de-la-lutte-contre-limpérialisme-japonais/>
- Mao Z., (1965), *La démocratie nouvelle*, Pékin, Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de l'ouvrage publié aux Éditions en langues étrangères de Pékin en 1965. WWW.MARXISME.FR
- Mbele, C.R., (2010), *Essai sur le postcolonialisme en tant que code de l'inégalité*, CLE, Yaoundé.
- Nkolo Foé, (2008), *Le postmodernisme et le nouvel esprit du capitalisme. Sur une philosophie globale d'Empire*, CODESRIA, Dakar.
- Nkolo Ndjodo, L.-M., (2021), *La théorie postcoloniale. Culture, capitalisme et chaos*, Stuttgart, *Ibidem-Verlag*.
- Xi, J., (2017), "Secure a Decisive Victory in Building a Moderately Prosperous Society in All Respects and Strive for the Great Success of Socialism with Chinese Characteristics for a New Era". Report of the 19th National Congress of the Communist Party of China on Oct 18, 2017. Release by Xinhua News Agency.
- Xi J., (2022), "Hold High the Great Banner of Socialism with Chinese Characteristics and Strive in Unity to Build a Modern Socialist Country in All Respects". Report of the 20th National Congress of the Communist Party of China on Oct, 16, 2022. Release by Xinhua News agency.